

futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

« La mutation des modes de vie »

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 27 MARS 2012

Jean Viard, sociologue, directeur de recherche CNRS (Centre national de la recherche scientifique) au CÉVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), directeur des éditions de l'Aube, ancien président des groupes de prospective Tourisme au Commissariat général du Plan et à la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), scrute depuis plus de 30 ans la dynamique de la société française et les rapports nouveaux que les Français entretiennent avec le temps et l'espace. Il a notamment travaillé sur l'espace (l'aménagement du territoire, l'agriculture et la paysannerie) et les temps sociaux (les vacances, les 35 heures), la mobilité et le politique.

Mettant en perspective des données insolites, il montre combien, dans son Nouveau portrait de la France. La société des modes de vie (La Tour d'Aigues : éd. de l'Aube [coll. L'Urgence de comprendre], 2012), le visage de la France a changé en un siècle. Les vies s'allongent et la proportion de temps travaillé diminue, laissant la part belle au temps privé et aux loisirs, qui façonnent les normes et les valeurs. Ces nouveaux modes de vie redessinent la carte de France, celle de l'habitat des Français et de leurs déplacements, de plus en plus complexes.

Ce *Nouveau portrait de la France* a été commandé pour des élus locaux, il a donc été écrit dans une logique non universitaire, mais pédagogique.

La durée de vie en France a augmenté de 40 % en un siècle, ce qui représente environ 200 000 heures à ajouter aux 500 000 heures d'une vie humaine moyenne en 1900. Parallèlement, la durée du travail a été divisée par trois : alors qu'en 1900, 40 % du temps de vie des Français était consacré au travail et 30 % au sommeil, aujourd'hui 12 % de leur temps de vie (en moyenne 16 % en Europe) est consacré au travail.

Ces vies plus longues permettent de vivre pleinement tous les âges de la vie, et même une sorte de seconde jeunesse après la re-

traite : selon la formule de l'économiste Jean Fourastié, nous vivons dans une « civilisation des vies complètes ».

Plus la vie est longue, plus elle est discontinue, et de nouveaux âges de la vie s'intercalent entre les trois âges classiques (enfance, maturité, vieillesse), comme celui des « jeunes adultes » (18-25 ans), qui fait suite au concept relativement récent d'adolescence.

L'une des conséquences imprévues de cet allongement de la vie est la présence simultanée, aujourd'hui, de deux générations à la retraite : celle des *baby-boomers* et celle de leurs parents.

Grâce à la contraception, dans cette vie plus longue, les Français font beaucoup plus

souvent l'amour et ils ont moins d'enfants : ils faisaient environ 1 000 fois l'amour pour 10 enfants en 1900, et font aujourd'hui environ 6 000 fois l'amour pour 2 enfants.

Une grande partie de ce temps libre est aussi occupée par le visionnage de la télévision : les Français (les personnes âgées en particulier) passent en moyenne 100 000 heures de leur vie devant la télévision, mais ils sont loin derrière les pays du Maghreb, où la télévision est souvent l'unique loisir pour échapper à l'ennui.

Le temps libre étant désormais prépondérant sur le temps de travail, il produit de nouvelles normes sociales, au même titre que le travail, visibles, par exemple, dans l'évolution du costume : les tenues *sportswear*, inspirées des loisirs et du tourisme, entrent maintenant dans l'espace professionnel et l'on voit des femmes porter des *shorts* au travail.

On peut imaginer que, grâce à tout ce temps libre supplémentaire, les Français sont plus heureux : en effet, 75 % des Français se déclarent heureux pour eux-mêmes ; 57 % optimistes pour leur avenir, mais seulement 33 % pour leur pays — se plaçant ainsi derrière les Afghans dans les classements internationaux portant sur l'optimisme. Les Français vivent donc dans une société du bonheur privé et du malheur public.

Et s'ils sont plus heureux dans leur vie familiale et professionnelle, ils sont aussi frustrés de ne pas avoir assez de temps pour profiter de l'ensemble des loisirs (livres, films, voyages...), toujours plus nombreux, qui s'offrent à eux. Paradoxalement, alors qu'ils n'ont jamais bénéficié d'autant de temps, ils ont l'impression d'en manquer et sont entraînés dans une course de vitesse pour remplir leur vie. Entre 1900 et les années 2000, la distance parcourue par jour et par personne a été multipliée par 10, passant de 4,5 à 45 km.

En réaction au *stress* engendré par ces vies pressées, les Français commencent à vou-

loir maîtriser leur temps, comme en témoignent les ouvrages de Pierre Sansot, *Du bon usage de la lenteur*¹ ou de Carl Honoré, *Éloge de la lenteur*². Tel est aussi le sens de la réforme des 35 heures, dont les Français espéraient une plus grande flexibilité de leurs horaires de travail.

Ils considèrent aussi que le temps, désormais, leur appartient en propre — il n'appartient plus ni à Dieu ni au travail — et refusent de le perdre ou de se le faire « voler ».

Leurs modes de vie modèlent leur espace et conduisent à l'étalement urbain : 50 % des Français ont un jardin, lieu par excellence de la sociabilité, et l'on compte trois millions de résidences secondaires en France.

Selon le « modèle californien », les nouveaux pôles économiques dynamiques sont localisés dans les villes touristiques, et non l'inverse. Le *soft* attire le *hard* et les fortes concentrations de résidences secondaires sont là où se créent le plus d'entreprises. Plus de 120 000 habitants — pour la moitié des retraités aisés, pour l'autre moitié des jeunes couples hyperdiplômés — s'installent dans entre Nice et Perpignan chaque année.

Nous vivons désormais tous dans la culture urbaine, soit urbains de la cité, soit « extra-urbains » hors des villes (dans les années 1960, on parlait de « rurbains » et de « néoruraux »). Les modes de vie de tous les Français, même ceux des agriculteurs, sont maintenant urbains et homogènes partout en France.

En conclusion, Jean Viard a recentré le débat sur le malaise français dans la période électorale actuelle. Il l'explique en partie par le fait que la France, pays longtemps missionnaire — qui a diffusé la philosophie des lumières, la révolution et les droits de l'homme... — ne croit plus en elle et ne

¹ Paris : Payot, 1998.

² Paris : Marabout, 2005.

sait plus quoi apporter au monde. Elle ne croit plus, en particulier, en son modèle social, alors qu'il lui est envié partout dans le monde et qu'il a démontré sa valeur, même s'il a besoin d'être restauré. Elle qui est le seul pays à accueillir plus de touristes qu'elle ne compte d'habitants, ignore ses forces et sa créativité.

Deux enjeux ressortent dans la campagne présidentielle : le rapport de l'humanité à la terre, à l'origine de la crise écologique, et la crise de l'identité nationale, les extrémistes tant islamistes que fascistes ne pouvant plus catalyser leur énergie par de nouvelles conquêtes terrestres.

Extraits des débats

Le thème de l'écologie semble avoir disparu du débat public depuis la conférence de Copenhague³ sur le climat car les Français sont plus préoccupés par le chômage et la crise. Ne trouvez-vous pas cela inquiétant ?

Je trouve que l'apport positif de l'écologie est d'attirer notre attention sur l'avenir des générations futures. Mais les scientifiques, tels des « Khmers verts », ont tenté de prendre le pouvoir sur la démocratie en faisant passer l'écologie pour une priorité politique absolue. La société a refusé d'adhérer à leur discours alarmiste, et c'est tant mieux.

La nouvelle génération a beaucoup de problèmes à gérer en même temps : la fin du mythe révolutionnaire communiste, la fin de la colonisation, la prise de conscience du caractère limité des ressources de la planète, de la pollution, du changement climatique..., alors que la génération précédente était essentiellement préoccupée par la guerre froide et le risque nucléaire. Nous avons aujourd'hui perdu confiance en la capacité de l'homme à maîtriser son destin.

Les écologistes ont tenté de mobiliser la société civile en la terrorisant, mais c'est contreproductif. Je crois plus en l'action de chaque individu pour trouver des solutions : jamais il n'y a eu autant de cerveaux connectés par Internet pour innover sur ce sujet.

La société de consommation s'est épanouie des années 1970 aux années 2000 et, depuis 2008, avec l'écologie, on a introduit la notion de durable, et donc de futur, dans la consommation.

En effet, alors que jusque dans les années 1980, on espérait dans l'avenir, aujourd'hui 60 % des Français pensent que leurs parents vivaient mieux qu'eux-mêmes et ont peur de l'avenir. Leurs choix de consommation ne sont cependant pas toujours cohérents avec leurs convictions.

Pour tenir les objectifs de Copenhague, on pourrait appliquer des mesures simples et qui ne coûtent rien, comme limiter la vitesse des autoroutes à 110 km/h (ce qui permettrait de diminuer la pollution et de reporter une partie des flux sur le train).

Comment se fait-il qu'il y ait un tel décalage entre votre livre et votre perception aigüe des changements socioculturels, et le discours des hommes politiques ?

Les hommes politiques trouvent cet ouvrage intéressant mais ils ne savent pas quoi en faire, ils continuent à faire de la politique traditionnelle. Par ailleurs, les intellectuels se sont peu engagés dans le débat d'idées, ils sont focalisés sur de petits sujets de niche sur lesquels ils sont hypercompétents et ont moins une fonction sociale d'acteurs publics. Le champ politique est toujours dominé par les oppositions du XIX^e siècle, on ne sait pas valoriser la réussite du modèle social européen et penser son dépassement. La social-démocratie ne sait pas parler du communisme, ni apprécier les

³ 15^e conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009.

apports de mai 1968 : l'affirmation de l'individu dans la société, l'amour de l'entreprise privée, l'écologie.

Vous avez parlé du phénomène de « californisation » des villes françaises. Mais alors, que faire pour les villes défavorisées ?

Je crois qu'il faut renoncer à l'égalitarisme territorial et accompagner le mouvement des territoires — leur développement ou leur recul — en bref, « laisser tomber Vesoul ». Il faut bien admettre que l'Europe se développe dans un périmètre de 1 000 km sur un axe Londres-Milan. Le Nord-Est de la France est en difficulté, en dépit du dynamisme de quelques *hubs* (Metz, Reims, Lille). L'État ne peut pas investir partout pour corriger les inégalités territoriales, il doit assurer un « minimum syndical » pour rendre possible la vie des habitants, en Haute-Saône comme en Corse ou sur l'île de La Réunion, mais pas forcément encourager de nouvelles arrivées.

Quel regard portez-vous sur les révolutions arabes ?

Il me semble naturel que, au sortir d'une dictature, ce soient les partis les plus durs, en l'occurrence les islamistes — tout comme les communistes après la Seconde Guerre mondiale — ceux qui ont créé une

solidarité réelle, qui l'emportent. Le véritable enjeu est maintenant, pour les nouveaux gouvernements, de relancer l'économie et l'emploi.

Je trouve qu'il y a beaucoup plus de différences entre les cultures polythéistes asiatiques et les cultures monothéistes d'Europe et du Maghreb, qu'entre les cultures chrétienne et musulmane, et j'aimerais qu'il soit possible d'offrir aux pays arabes d'entrer dans l'Europe, s'ils s'ouvrent à la démocratie.

Comment recréer une culture commune et une identité nationale alors que nos modes de vie sont de plus en plus individualisés ?

Il faudrait pouvoir partager le récit de « d'où l'on vient » ainsi que celui de « où l'on va ». Les éléments douloureux de notre histoire, comme le commerce triangulaire — auquel a été consacré un musée à Nantes, mais pas à Bordeaux ! —, la colonisation et la guerre d'Algérie, devraient faire l'objet d'une véritable réflexion collective pour être mieux assumés. Les candidats à la présidence de la République devraient aussi nous parler de leur vision pour la France à l'horizon 2050 sur des thèmes tels que l'immigration ou l'écologie.

Propos recueillis par Lucie de Villepin